

## Le Burundi dans l'impasse malgré une apparente accalmie, selon des experts

@rib News, 13/04/2016 â€“ Source AFP Un pouvoir d'Ã©normes aux mains des durs du rÃ©gime, une opposition divisÃ©e, une communautÃ© internationale en ordre dispersÃ©: le Burundi, plongÃ© dans une grave crise, est dans l'impasse, selon des analystes pour qui les risques d'une explosion sont bien rÃ©els. Â  "AprÃ¨s la fiÃ¨vre Ã©lectorale et les violences qui ont accompagnÃ© ce processus, la situation a Ã©tÃ© normalisÃ©e. L'heure est aux travaux de dÃ©veloppement et Ã  la lutte contre la pauvretÃ©", se rÃ©jouit Willy Nyamitwe, responsable de la communication prÃ©sidentielle au Burundi. [Photo : Willy Nyamitwe (Ã  droite), en compagnie du prÃ©sident Pierre Nkurunziza (Ã  gauche), le 17 mai 2015, au lendemain du putsch manquÃ©]

De fait, Bujumbura n'est plus depuis plusieurs semaines le thÃ©Ã¢tre d'affrontements armÃ©s entre forces de l'ordre et insurgÃ©s issus de la contestation contre le 3e mandat de Pierre Nkurunziza. MÃªme les attaques Ã  la grenade, jamais revendiquÃ©es, qui endeuillaient la capitale burundaise en ce dÃ©but d'annÃ©e, se sont faites plus rares. "Le pouvoir burundais ne cache pas sa satisfaction aujourd'hui car il estime que +les forces terroristes ont Ã©tÃ© anÃ©anties+ et que +l'ordre est rÃ©tabli+" Ã  Bujumbura, explique AndrÃ© Guichaoua, professeur Ã  l'UniversitÃ© Paris-Sorbonne et l'un des meilleurs spÃ©cialistes des pays des Grands lacs africains. Mais cette "prise en main" s'est faite au prix d'une sanglante rÃ©pression qui s'est d'abord Ã©talÃ©e dans la rue. Aujourd'hui, elle est devenue plus discrÃ©te mÃªme si elle n'a pas faibli, Ã  cause du tollÃ© soulevÃ© par les cadavres qu'on ramassait chaque matin dans Bujumbura, selon les organisations de droits de l'homme. Au prix Ã©galement d'"un dÃ©voiement du pouvoir burundais qui ne respecte plus aucune loi dans la rÃ©pression de l'opposition", juge sous couvert d'anonymat un diplomate en poste au Burundi. Celui-ci dÃ©crit "un pouvoir d'Ã©normes aux mains d'un petit noyau de durs - des gÃ©nÃ©raux hutu issus de la rÃ©bellion - et qui a mis en place un systÃ¨me de rÃ©pression qui s'appuie sur quelques unitÃ©s constituÃ©es de fidÃ¨les issues de la police, de l'armÃ©e, du SNR (services secrets - Ndlr), ainsi que des Imbonerakure (ligue des jeunes du parti au pouvoir que l'ONU qualifie de milice), et qui ont recours aux mÃ©thodes les plus barbares". Plus de 400 personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es depuis le dÃ©but de la crise, plusieurs milliers arrÃªtÃ©es et plus de 250.000 Burundais ont fui Ã  l'Ã©tranger, alors que la torture et autres exÃ©cutions extrajudiciaires sont devenues monnaie courante, dÃ©noncent les organisations des droits de l'homme et l'ONU. MalgrÃ© les apparences, "la situation n'est pas mÃ©ritÃ©e", juge l'analyste Thierry Vircoulon de l'International Crisis Group (ICG), parlant d'"une accalmie trompeuse due essentiellement Ã  la pression internationale sur le gouvernement et au changement de tactique de l'opposition qui maintenant se concentre sur les forces de sÃ©curitÃ©". Mais cette opposition apparaÃ®t divisÃ©e, selon les mÃªmes analystes. "L'opposition politique avance en ordre dispersÃ©" malgrÃ© l'existence du Cnared, une plate-forme qui regroupe tous ses leaders Ã  l'exception d'Agathon Rwasa des rebelles des FNL, et "l'opposition armÃ©e affiche ses divisions et se discrÃ©dite avec une guerre des communiquÃ©s", explique M. Vircoulon. Ces analystes pointent aussi l'incapacitÃ© d'une communautÃ© internationale "divisÃ©e" Ã  trouver une "vÃ©ritable" solution Ã  une crise qui dure depuis bientÃ´t une annÃ©e. A plusieurs reprises, les pays occidentaux se sont heurtÃ©s, au Conseil de sÃ©curitÃ© de l'ONU, au refus de la Chine, de la Russie et de certains pays africains d'adopter des rÃ©solutions contraignantes pour le pouvoir en place. L'Union africaine elle-mÃªme n'est pas parvenu Ã  dÃ©gager une ligne commune. "Tant que l'on est dans un conflit de basse intensitÃ© en terme gÃ©opolitique, cette division structurelle va perdurer", estime Christian Thibon, professeur Ã  l'UniversitÃ© de Pau, en France, et spÃ©cialiste de l'Afrique centrale. Surtout que "le pouvoir est conscient d'une ligne rouge - le gÃ©nocide ou une dÃ©stabilisation rÃ©gionale - Ã  ne pas franchir et c'est sur Ã§a qu'il joue", souligne-t-il. MalgrÃ© les appels de la communautÃ© internationale Ã  un "dialogue inclusif", le gouvernement, qui se "sent en position de force", a refusÃ© jusqu'ici de s'asseoir avec son opposition en exil qu'il accuse d'Ãªtre derriÃ¨re les violences. "Et compte tenu des divisions de la communautÃ© internationale, rien n'oblige le gouvernement Ã  y aller vite", regrette le mÃªme diplomate, estimant qu'"il faudra plusieurs mois au bas mot pour que de vÃ©ritables nÃ©gociations s'amorcent". "MalgrÃ© cette apparence de retour Ã  la normalitÃ©, la situation est potentiellement explosive au Burundi", s'alarme un analyste burundais, en invoquant "cette violence gouvernementale au quotidien et sa tentative d'ethniciser le conflit, une situation Ã©conomique qui se dÃ©grade suite aux sanctions occidentales et une tension grandissante avec le Rwanda".